



L'Agir de l'ACO au cours de son histoire

I. La fondation de l'ACO (5 mars 1950 - 20-25 octobre 1951 jusqu'à 1968)

La Bible invite à se souvenir de l'Alliance de Dieu avec son peuple, et Jésus vient l'actualiser chaque jour. De la même façon, faire mémoire de l'histoire de l'ACO, de ses fondements, des tâtonnements et des questions qui l'ont nourrie, enrichit la page que nous écrivons aujourd'hui. Joseph Debès, historien, nous invite à parcourir cette histoire en regardant quel a été l'agir propre du mouvement au travers de trois époques. Dans ce premier article, il nous fait revivre les débats de la période de fondation de l'ACO, de 1950 à 1968. Un deuxième article dans le prochain numéro de *Repères ACO* poursuivra cette histoire jusqu'à 1990.

Tout ce que fait, tout ce que dit le membre d'une société, qu'il soit individuel ou collectif, a des répercussions sur cette société, même s'il est la plupart du temps très difficile d'en mesurer l'impact. L'ACO n'échappe pas à cette loi.

Il s'agissait donc dans cette intervention, au cours d'une session de formation du secrétariat permanent les 28 et 29 novembre 1996, de montrer comment, au cours de son histoire, le mouvement avait envisagé son rapport à la société ou, plus exactement, au mouvement ouvrier et, par son intermédiaire, à la société et ce qu'il en espérait.

Dans cette recherche il ne faut jamais perdre de vue l'histoire du mouvement ouvrier, la situation économique, sociale et politique et les engagements des membres de l'ACO qu'un certain nombre d'enquêtes nous permet de bien connaître, pas plus que l'histoire de l'Église — ainsi le Concile Vatican II (1962-1965) et la décision prise par l'épiscopat français en 1975, de retirer leur mandat à l'ensemble des mouvements d'action catholique spécialisée qui, désormais, ne représenteront plus que leurs adhérents.

J'ai découpé cette histoire en trois périodes qui m'ont paru très éclairantes pour voir comment l'agir spécifique de l'ACO fut envisagé.

Je m'en tiendrai aux années de fondation parce qu'elles serviront de référence pour l'avenir, mais aussi parce qu'il n'y eut pas de changement majeur, sur la question qui nous préoccupe, jusqu'en 1968.

Jusqu'en février 1951, date à laquelle elle fut supprimée, une rubrique paraît dans *Témoignage ACO* intitulée : "Vie des groupes". Elle informe les lecteurs des initiatives prises ici ou là par les quelques équipes existantes. La disparité entre ces diverses initiatives dénote une grande incertitude. Au cours des premiers mois de l'année 1950 se pro-

duit une série d'événements nationaux (grèves, affrontements avec la police...). Le 16 mai, l'équipe nationale provisoire se demande ce que pourrait être l'attitude d'un membre de l'ACO, en tant que tel, confronté à ces événements. L'équipe ne sut quoi conseiller et décida "de constater ce qui (s'était) produit lors des grèves et de poser la question... sur la position" à prendre à l'avenir.

Le "juger" de l'ACO

À partir d'avril 1953, *Témoignage ACO* publie une rubrique consacrée à l'actualité ouvrière. Elle a pour objet de mettre à jour une position originale de l'ACO, un "juger" qui lui soit propre. Ainsi, touchant la Sécurité sociale, le mouvement laisse aux organisations ouvrières l'aspect technique, pratique, temporel du problème et se consacre à l'aspect humain, se demandant "si la Sécurité sociale constitue un facteur possible de progrès humain", ou bien, dans d'autres domaines "si le minimum vital est une notion essentiellement chrétienne", s'il y a "un aspect chrétien des conventions collectives", si ceux qui subissent la répression anti-ouvrière "souffrent persécution pour la justice". Le juger devait engendrer un agir propre, mais au nom de quoi ? La référence privilégiée reste encore la Doctrine sociale de l'Église fondée sur le droit naturel et le bien commun. Ainsi commençait à s'élaborer l'agir à venir du mouvement.

Se pose très vite le problème de l'unité de l'ACO, en raison de la diversité des engagements et surtout à cause des divisions qui traversent le mouvement ouvrier. La difficulté sera théoriquement surmontée par le regroupement.

Or, l'unité du mouvement n'est pas menacée uniquement à cause de ce choix, mais surtout en raison d'attentes très diverses : parmi les militants engagés — Le Mouvement populaire des familles (MPF), syndicalistes, quelques

politiques — bon nombre viennent pour se regonfler spirituellement ; d'autres souhaitent que l'ACO accomplisse une "mission de sanctification" du monde ouvrier, sans trop savoir comment ; d'autres encore souhaiteraient que l'ACO leur donne des directives (tentation du mouvement ouvrier chrétien). "Surtout, qu'elle s'en garde bien !" leur réplique-t-on ! Le Comité national du 7 octobre 1950 affirme que l'ACO doit être quelque chose de plus qu'un soutien spirituel. Mais en quoi pouvait bien consister ce "quelque chose de plus" et, une fois déterminé, quels moyens utiliser pour le mettre en oeuvre ?

Au bout du compte, après avoir reconnu l'autonomie du mouvement ouvrier et abandonné tout "esprit de conquête" selon les perspectives de la JOC et du MPF, l'unité du mouvement serait le fruit d'un acte de foi spécifique et son agir, le regard original, regard de croyant que ses membres porteraient sur l'action menée au cours de leur engagement.

Deux mises en garde accompagnaient ces orientations : que l'engagement n'entraîne pas "une dégradation des valeurs où ce qu'il y a de spécifiquement chrétien s'affaiblit et disparaît" ; que dans l'action on ne s'intéresse à Dieu, à la religion que dans la mesure où ils peuvent "servir une cause humaine... la libération ouvrière" (A. Millard, aumônier national dans *Témoignage ACO* n° 52, novembre 1950. "La tentation du militant"). Autrement dit : que les tâches de création ne fassent pas oublier les tâches de rédemption. Devant les difficultés persistantes de certains groupes, en raison "de conceptions diverses de l'action apostolique en milieu ouvrier", André Villette fut nommé rédacteur en chef (27 décembre 1950) spécialement chargé de mettre les choses au clair.

Reprenant les lignes d'orientation du 5 mars 1950, il réaffirme que "l'ACO n'a pas à constituer des services tem-

porels". Aux équipes locales tentées "de se prolonger par la création de services", il rappelle que l'ACO ne doit pas être une nouvelle JOC. Ainsi, les membres du mouvement sont invités "à refuser la tentation de briser les solidarités naturelles qui (les lient) à leurs frères non croyants". En conséquence, il n'y avait plus de "militants de l'ACO", comme il y avait eu des militants de la JOC. Il n'y avait que des "membres de l'ACO", le militantisme des catholiques s'exerçant dans les organisations de leur choix. Il n'y avait donc plus d'action de l'ACO sur le modèle de l'action jociste (*Témoignage ACO* n° 55 à 60 de février 1951 à juillet/août 1951).

Restait à préciser et à désigner l'action propre du nouveau mouvement. Pour que les ouvriers "connaissent la Bonne nouvelle du Salut et puissent vivre comme des affranchis du Christ et des enfants du même Père", les textes rappellent les membres de l'ACO à être "apôtres de Jésus Christ", à porter "un témoignage individuel de vie, par exemple d'un vrai chrétien vivant simplement sa foi dans l'humble condition des plus pauvres" ; à "révéler ce qu'est l'Église".

L'agir propre de l'ACO

Le terme d'évangélisation sera officialisé au cours de la première Rencontre nationale pour désigner l'agir propre de l'ACO. C'est Henri Fraysse qui fut chargé de présenter un long rapport sur cette épineuse question. D'ailleurs, d'entrée de jeu, le texte souligne "que l'expérience... fait défaut" et qu'il s'agit plutôt d'"un point de départ" que d'"un bilan", mais d'un point de départ qui, tout au long des années qui vont suivre, va façonner un type de catholique tout à fait nouveau. De quoi s'agit-il ?

Le rapport pose clairement "le refus de faire de l'ACO un super mouvement ouvrier chrétien ou de lui donner des services temporels". Dont acte. Il fait, d'autre part, de l'état religieux de la

classe ouvrière, une description qui, précisément, légitime l'évangélisation : ainsi, nous pouvons lire : "... la foi chrétienne telle que nous la comprenons est absente dans notre classe ouvrière... de nombreux travailleurs sont animés par des valeurs chrétiennes : fraternité, justice, espérance en un monde meilleur... mais combien même cela est appauvri, limité, déformé parce que coupé de la source unique de toutes ces valeurs : le Christ".

Dès lors, la tâche de l'ACO est bien de "collaborer... à la sanctification du monde... (d') élargir l'Église du Christ à toute la classe ouvrière", de "porter la Bonne nouvelle du Christ à nos frères" par le témoignage, absent de tout esprit de propagande, par sa vie et son comportement en sorte que la vie chrétienne soit rendue "désirable à ceux qui nous entourent". Mais ce témoignage pour qu'il soit crédible comporte d'autres exigences : "Action militante vigoureuse"; "partout où existent des noeuds d'influence : la maison, les transports, l'usine et le bureau", critique des insuffisances de la communau-

té chrétienne : vie liturgique incompréhensible, caricature du message par le culte des images ou des médailles, compromissions plus ou moins politiques, méconnaissance des valeurs auxquelles les travailleurs adhèrent spontanément, sclérose bureaucratique...

Lors des grèves d'août 1953, l'ACO fit paraître son premier "manifeste" public (*Masses ouvrières ouvrières* n° 91, novembre 1953, p. 80-87). Par cet article, l'ACO s'expliquait sur le sens de ce texte au vu du tollé qu'il avait soulevé, suite aux "mouvements divers : étonnement, réprobation ou approbation, dans les divers milieux laïcs ou ecclésiastiques, chrétiens ou non-chrétiens" : "L'ACO à la charnière du spirituel et du temporel doit être à la fois dedans et au-delà... a-t-elle trouvé les points d'insertion du spirituel et du temporel ?" Les questions resteront longtemps sans réponse. Manifestement, l'évangélisation de la classe ouvrière ne s'annonçait pas comme une tâche facile !

Jo Debès



L'agir de l'ACO au fil de son histoire (1971-1990)

II. De la IX^e (1971) à la XI^e Rencontre nationale (1977)

Ce deuxième article de Jo Debès retrace l'histoire de l'ACO pendant la période des Trente glorieuses et celle de 1980 à 1990.

Cette période est, sans doute, la plus mouvementée, de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler les "trente glorieuses" : événements de 1968, départ du Général de Gaulle que suivra l'élection de Georges Pompidou puis prématurément de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Fondation du Parti socialiste et signature du programme d'union de la gauche. Le 1^{er} septembre 1971, Edmond Maire remplace Eugène Descamps (1964-1965) à la tête de la CFDT. L'Église catholique, quant à elle se réorganise dans la mouvance de Vatican II (1962-1965). Les enquêtes révèlent une évolution sensible des engagements des membres de l'ACO : quasi-disparition de la CFTC maintenue, présence non négligeable des militants à la CGT et au PCF. L'ACO épouse l'aspiration au socialisme au point que la CEMO publiera une déclaration, qui fit du bruit, "Pour les militants ouvriers chrétiens ayant fait l'option socialiste". Les discussions autour du marxisme s'enveniment avec l'épiscopat. Dans ce climat, tous les mouvements d'Action catholique spécialisée perdront leur mandat lors de l'assemblée plénière de Lourdes en 1975. N'oublions pas, comme indice de sensibilité à l'égard des interventions de l'ACO, la rude mise en garde publiée par la CFDT dans *Syndicalisme*.

Après 1971, les slogans

A partir de 1971, chaque rencontre est affectée d'un slogan. Leurs formulations, au cours de cette période, en disent long sur les choix touchant précisément à l'agir du mouvement.

1971 : *"Vivre de Jésus Christ et le révéler dans la classe ouvrière, dans le dynamisme du mouvement ouvrier"*.

1974 : *"Un chemin privilégié de la rencontre de Jésus Christ pour la classe ouvrière : l'action du mouvement ouvrier"*.

1977 : *"Au cœur de nos luttes reconnaître avec tous les travailleurs le Dieu qui nous fait vivre"*.

De "révéler" à "reconnaître", c'est autour de ces deux termes que les choses vont désormais se jouer.

La IX^e Rencontre nationale se met donc à la "recherche de l'originalité de l'ACO". Les convictions, et les initiatives qui en résulteront, vont servir de référence y compris jusqu'à la XI^e Rencontre nationale de Lyon en 1977.

L'ACO n'est pas une organisation ouvrière de plus

Quatre points d'attention se détachent nettement des débats et des décisions qui vont suivre.

Les participants à la Rencontre nationale d'Issy-Les-Moulineaux reprennent à leur compte un refus déjà clairement exprimé depuis la fondation du mouvement : "L'ACO n'a pas à se situer au même plan que les organisations ouvrières ; elle n'est pas une organisation ouvrière de plus et elle évitera de donner l'impression qu'elle vient appuyer l'action ouvrière dans ses déclarations... L'ACO n'est pas une super-organisation ouvrière..." Si elle "concourt au dynamisme du mouvement ouvrier", en aucun cas ce ne saurait être "son objectif premier" qui est de "favoriser la rencontre des travailleurs avec Jésus Christ". S'il arrive qu'elle soit sollicitée par les organisations ouvrières "pour se joindre à leur lutte pour l'emploi, contre la répression, pour la paix, ou dans les élections, elle aura une réponse originale".

Le terme "révélé" sera, au cours des années qui suivront la Rencontre nationale de 1971, finalement abandonné au profit de "partager" et de "partage". "Nous ne sommes pas d'accord, déclare déjà en 1971 le délégué du secteur d'Orléans, pour employer ce mot "révéler" ; c'est un mot ambigu qui semble encore vouloir asséner aux autres notre supériorité, nos connaissances et notre bonne conscience. Par contre nous pensons que le mot "partage", partager Jésus Christ, correspond mieux à ce que nous voulons... C'est pour quoi ; nous souhaitons que l'ACO n'emploie plus le terme "révéler Jé-

sus Christ", mais dise : partager Jésus Christ avec tous les copains de la classe ouvrière". Les mises au point du président Armel Gaudry affirmant que "révéler n'est pas imposer, asséner, mais plutôt laisser apparaître à notre regard ce qui existe déjà" — si ambiguë soient-elles sur la manière de concevoir la révélation — ne désarmeront pas l'assemblée.

La seule expérience de "partage" qu'aît, pour le moment, l'ACO, se réduit aux "proclamations à la masse" dont il est précisé qu'"il ne s'agit pas d'apporter Jésus Christ de l'extérieur mais de le montrer déjà présent dans notre vie et notre combat, dans les exigences et les dépassements vécus ensemble... en relevant d'abord comment les travailleurs l'expriment."

Les "chercheurs de Dieu"

Se dessine déjà la logique des "Chercheurs de Dieu", thème des SER de 1973 caractérisée par le rôle spécifique de l'Esprit, le repérage des signes de sa présence qui précède tout agir du mouvement et, en révision de vie, par la "lecture religieuse" de la vie et des luttes. Il faudrait reprendre sur tous ces points un article paru à cette période en page 3 de *Témoignage ACO* intitulé : "Parmi tous les signes, ceux-ci ont été choisis." On peut y lire, par exemple : "Ce n'est pas nous qui avons l'initiative de la révélation ; ce

qui est premier, c'est l'action de l'Esprit qui est discrètement à l'oeuvre, bien avant que nous intervenions : son action déborde la sphère d'influence de l'Eglise et de l'ACO... Au lieu de partir de l'Eglise, nous regardons d'abord l'action du Christ dans ce monde." Ici, référence est faite au Concile Vatican II. En conséquence, le "partage" qui va devenir désormais "l'agir" propre de l'ACO "partira de la vie et de l'action où déjà l'Esprit de Dieu souffle et fait connaître Jésus Christ."

Une des conséquences de ces choix va concerner la mise à l'écart des médiations objectives de la foi ou, tout au moins, une instrumentalisation qui, progressivement, va poser bien des questions : "Nous avons déformé le rôle de l'Eglise comme si c'était elle qui apportait Dieu à un monde qui serait sans Dieu. La même déformation a pesé sur l'ACO et sur la conception de sa mission : nous communiquerions Dieu comme si nous en étions les propriétaires, à des hommes qui vivraient hors de Dieu. Tant que nous, chrétiens, nous n'aurons pas agi, les travailleurs ignoreraient tout de Dieu..." La déclaration finale de la X^e Rencontre nationale lue le 12 mai 1974 est on ne peut plus significative sur ce qui est désormais la démarche du mouvement : "Vivant la condition et l'action ouvrières, les membres de l'ACO sont témoins que les efforts de libération de la classe ouvrière manifestent ce que Jésus Christ révèle aux hommes."

III. Bordeaux (1980), Marseille (1983), Le Mans (1986) Mulhouse (1990), un nouveau tournant

En 1981, François Mitterrand est élu président de la République, mais en 1983, l'union de la gauche, déjà fragilisée, vole en éclats. Dans la foulée, l'unité des organisations qui se situaient dans une perspective socialiste est, elle-même, mise en péril.

Les "trente glorieuses" touchent à leur fin. Le néolibéralisme incarné par Ronald Reagan et Margaret Thatcher entend de diriger le monde occidental et le monde entier à plus ou moins brève échéance.

Jean Paul II déconcerte une partie du monde catholique. L'épiscopat français continue sur la lancée de 1975 : en 1983, la Mission ouvrière perd à son tour son mandat et la mission en monde ouvrier est alors une tâche confiée à l'Église tout entière.

Ceux qui, comme moi, ont vécu Bordeaux, Marseille surtout, puis le Mans et Mulhouse, ne peuvent oublier le désarroi de certains devant les choix que le mouvement s'appropriait à faire touchant encore une fois, à son "agir".

Le Dieu de liberté

Le slogan affiché lors de la Rencontre nationale de Bordeaux — "*Dans les luttes contre la fatalité, nous reconnaissons le Dieu de liberté*" — ne saurait tromper. Cette phrase s'inscrit parfaitement dans

la logique des trois précédentes rencontres nationales. Cependant, cette logique va subir un premier et décisif ébranlement.

Le rapport d'activité (p. 14) laisse clairement entendre que le problème de "l'agir" est loin d'être réglé : "*De nombreuses équipes marchent encore sur "l'ancien système" et demandent à l'ACO un ressourcement personnel. L'agir est essentiel.*" Sur un autre plan, "*il ne s'agit pas d'amener l'ACO à renforcer la gauche.*" Deux convictions où nous retrouvons les perspectives des fondateurs.

La finalité du "partage" se précise dans le Rapport d'orientation. Tout se joue autour du mot "rencontre" qui en objective les partenaires. L'action ouvrière reste "*chemin privilégié*" mais, désormais, comme le lieu où peut et doit se réaliser "*la rencontre collective de la classe ouvrière et de Jésus Christ.*" Cette distinction partenariale est encore affirmée d'une autre manière : "*Parler de la rencontre collective, c'est nous situer dans le dynamisme de l'histoire dans laquelle Dieu a pris l'initiative de se faire connaître.*" Les "partages" seront désormais au service de cette rencontre. D'où la nécessaire "*visibilité de l'ACO dans la classe ouvrière.*"

Pour assurer le succès de cette forme de "partage", le mouvement va entreprendre un effort jusque-là jamais vu d'approfondissement de la foi.

L'appartenance chrétienne

La Rencontre nationale de Marseille (mai 1983) ne fera que préciser ces choix en accentuant l'altérité de son appartenance chrétienne. Le slogan que tous peuvent lire dès l'entrée dans la salle où l'on se retrouve — *"Sur les chemins du changement partageons notre espérance"* — pourrait laisser entendre que les choix faits à Bordeaux avaient été remis en cause. Or, la suite des débats montrera clairement que l'expression "notre espérance" désigne désormais, sans ambiguïté, l'espérance du croyant.

La déclaration finale n'hésitera pas à parler même de différence : *"Notre foi n'est vitale que si elle apporte quelque chose d'autre à notre manière d'être, y compris à notre manière d'être militants... ; cet accueil de l'évangile n'est pas neutre, il nous donne un autre regard."* Cette double appartenance expliquera *"la double fidélité de l'ACO : au mouvement ouvrier et à l'évangile."*

Le "partage" doit être un "dialogue"

La Rencontre nationale de Mulhouse (1990) sera le fruit de cette lente et parfois douloureuse maturation. Les orientations de cette rencontre s'organisent autour de cinq points d'attention.

Reprenant le rapport d'orientation du Mans (1986), les congressistes prennent à leur compte l'initiative des partages pour caractériser *"l'originalité de l'ACO en classe ouvrière"*, tout en enrichissant cette notion. Il est précisé que le *"partage"* doit être un *"dialogue"* et mieux, un *"dialogue en réciprocité"*, un *"partage dans la réciprocité"*, ce qui signifie, entre autres choses que les travailleurs doivent s'attendre à ce que les militants ouvriers chrétiens leur dévoient ce qu'ils ont en propre. La banderole qui domine la scène de la

Rencontre nationale invite les membres du mouvement à se faire *"Audacieux pour le dialogue."* Pour caractériser cette initiative, et pour la première fois, on parlera d'*"agir apostolique"*, de *"mission"* et de *"dynamisme missionnaire"*, toutes expressions qui, traditionnellement, désignent *"l'agir"* spécifique de l'Église lorsqu'elle veut faire découvrir à ceux qui l'ignorent la Bonne nouvelle qui lui a été confiée.

Les moyens d'objectiver la foi des membres de l'ACO dans la suite de l'incarnation sont désormais proposés dans leur quasi-totalité : *"Nous savons que la proposition de Dieu aux hommes ne pourra prendre corps que s'il existe des signes visibles de sa réalisation, c'est-à-dire des personnes, des mouvements qui, par leurs actes et leurs paroles, témoignent de l'intérêt qu'ils trouvent à être fidèles au message de Jésus Christ. Cette visibilité est de notre responsabilité."* Les "signes" sont désormais le fait de l'ACO.

L'autre aspect de la double fidélité *"fait apparaître une ACO communauté d'Église avec sa propre identité."* Le mouvement a pour tâche de mettre en lien *"le sens de l'engagement en classe ouvrière avec la Bonne nouvelle de Jésus Christ. Cela révèle un autre visage d'Église."* L'ecclésiasticalité du mouvement est affirmée avec quasiment toutes ses composantes.

Le partenariat qui fonde le "partage" et qu'enrichit le "dialogue" prend, lui aussi, une connotation biblique et théologique avec la mise en valeur de la notion d'"alliance" : *"Dieu continue à proposer son Alliance aux hommes d'aujourd'hui pour qu'ils deviennent librement ses partenaires."* C'est dans cette perspective nouvelle du rapport de Dieu à l'histoire que se situe désormais l'agir propre du mouvement : *"La part que nous prenons à la mission confiée par Dieu à son Église et que nous cherchons à vivre sous la forme du dialogue signe de l'Alliance..."*

Au fil des textes se dessine une conception du "témoignage" lié à la révélation : "Le feu de la vie nous est donné et ne nous est pas réservé : s'il ne nous est pas réservé, ofrons(-le) à tous ceux avec qui nous partageons la vie et les combats" ; "à tous, proposons des lieux inédits" où ce partage puisse se faire dans la réciprocité ; il faut donc "oser dire", "risquer notre parole", utiliser des gestes symboliques, redonner place à la célébration des sacrements, et finalement "témoigner de

ce qui se renouvelle et se transforme dans nos vies quand nous accueillons le message de Jésus Christ et que nous essayons d'y répondre." Tel était en 1990 "l'agir" proposé du mouvement.

L'avenir nous dira bientôt, dans un an, quelle nouvelle étape l'ACO s'apprête à franchir.

Joseph Debès
Avril 1997

